

La nouvelle AFP est en marche

Benoist Simmat - Le Journal du Dimanche du 18 Octobre 2009

Ce bavard à la voix douce n'avait peut-être pas prévu que sa troisième vie professionnelle serait la plus agitée. Pierre Louette, 47 ans, énarque, ancien conseiller d'Edouard Balladur passé par France Télécom et LVMH, patron de l'Agence France-Presse depuis 2005, a convaincu sa tutelle d'opérer une révolution: doter l'agence d'un véritable statut.

L'idée inquiète. L'AFP, qui n'appartient à personne, est jugée, pour cette raison, indépendante. La direction a essuyé deux journées de grève, en mai et en septembre. D'autres mouvements pourraient émerger à l'approche du comité d'entreprise de jeudi prochain. Et le calendrier du projet de loi – en pleine rédaction – a pris du retard. Le ministre en charge du projet, Frédéric Mitterrand, doit présenter cet automne à l'Assemblée la réforme d'une loi de 1957 signée à l'époque... par son oncle François Mitterrand, alors ministre de l'Information.

Des garanties sur l'indépendance

Le ministre de la Culture et De la Communication semble convaincu de mettre fin à une situation baroque: dépourvue de tout capital, l'agence vit des seuls abonnements des pouvoirs publics et des médias privés.

Quand il s'agit de financer un investissement, le président va à Bercy, demande un prêt qui, souvent, n'est pas remboursé! Il s'agirait donc de faire de l'AFP une société à capitaux d'Etat, dotée de 65 millions d'euros de fonds propres, avec un conseil d'administration de neuf membres, et de vrais actionnaires.

C'est le cœur du débat. Pour les représentants des personnels, faire de l'AFP une société par actions crée le risque, un jour, d'une ouverture du capital, y compris à des partenaires privés, mettant fin à la sacro-sainte indépendance de l'agence. Pour la direction, ces actionnaires resteront publics (Caisse des dépôts ou Agence des participations de l'Etat, plus une part pour les salariés).

Pierre Louette apporte même aujourd'hui des garanties dans le débat sur l'indépendance de l'AFP avec "*un conseil supérieur renforcé*". Ce conseil serait l'émanation d'une Fondation AFP fonctionnant comme un trust (sur le modèle de la BBC). "*Il aura des pouvoirs très supérieurs à ceux de l'actuelle structure. Ce nouveau conseil supérieur pourra par exemple demander au conseil d'administration une deuxième délibération sur une décision d'organisation, comme la fermeture d'un bureau.*" Il aura aussi un droit de veto sur toutes les nominations. Enfin, c'est ce conseil qui désignera le président de l'AFP, et non plus le Conseil des ministres.

A la recherche de financements

Mettre fin à l'anémie financière de l'AFP permettrait de développer de grands projets dans la compétition mondiale. Certes, l'agence ne perd plus d'argent. Elle devrait même gagner entre 3 et 4 millions d'euros cette année. "*Mais nous sommes très endettés: 31 millions d'euros prévus fin 2009. Nous avons dû vendre notre seul actif, notre siège, que nous louons en crédit-bail et rembourserons jusqu'en 2017*", précise Pierre Louette. En outre, le droit européen interdit à l'Etat français de verser de l'argent à l'agence. Le concurrent allemand Deutsche Presse Agentur (DPA) aurait menacé de porter plainte si elle recevait de nouveaux subsides. "*Il y a d'autres pistes pour trouver des financements, relativise Thierry Masure, du SNJ-CGT, par exemple recevoir une part de la taxe versée à l'audiovisuel public par les chaînes privées.*"

Avec 65 millions d'euros, Louette veut lancer ses grands travaux. D'abord accélérer son développement sur les nouveaux produits (comme les infographies animées à destination des télévisions ou des sites Web). Ensuite doper sa couverture mondiale en renforçant le traitement de l'économie en langue arabe et en créant une septième langue : le mandarin (avant d'étudier les langues indiennes). Enfin, créer un réseau de filiales à forte rentabilité sur des activités interdites à la maison-mère : échange de base de données, transport d'informations financières, gestion de portail Web pour tiers, production d'infographie à la demande, services informatiques clés en main, etc. Bref, tenter de rattraper son retard sur le géant américain Associated Press (AP), devenu deux fois plus gros.